



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

02/05/2024

Un premier mai combatif :

c'est par la lutte que nous gagnerons pas par le « dialogue social »

Plus de 210.000 manifestants partout en France mobilisés pour leurs droits, leurs libertés, pour de meilleurs salaires, dans plus de 260 cortèges dans les rues de France pour un 1^{er} Mai combatif. Dans la capitale 50.000 manifestants, le cortège s'est élancé de la place de la République vers Nation. À Lyon, 13.000, à Rennes 4.000 ainsi qu'à Bordeaux, Lille, Strasbourg, 3.000 à Caen, 8.000 à Toulouse où des banderoles proclamaient « *Stop à la guerre, augmentez les salaires* », ou « *contre la précarité* » à Nantes ils étaient 5.200 manifestants « *pour la hausse des salaires* » ou encore pour « *la paix entre les peuples* ». 2.000 personnes à Brest quelques jours après la révélation d'une plainte de Gérard Darmanin contre un syndicaliste brestois.

Le cortège de Marseille a réuni 8.000 personnes, 2.000 à Nancy...mais aussi dans de petites villes 150 à Lisieux, 50 à Bayeux, Pierrelatte ou Bollène... Mais aussi 5.000 participants à la marche organisée à Nouméa par l'USTKE, appelant à la défense des travailleuses et travailleurs mais aussi de refuser le dégel du corps électoral tel qu'il se profile au Parlement, de réagir à la situation politique locale et d'évoquer la crise du nickel...Notons que les travailleurs Kanaks étaient nombreux dans le cortège à Paris.

La journée du 1^{er} mai a été aussi importante dans de nombreux pays pour célébrer les droits des travailleurs en protestant contre la hausse des prix et les politiques gouvernementales en matière d'emploi et en réclamant des droits plus étendus pour les travailleurs.

*À Istanbul, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc pour disperser des milliers de personnes, plus de 200 arrestations.

*À Athènes, plusieurs milliers de manifestants se sont joints aux marches du 1^{er} mai, tandis que des grèves ont perturbé les transports publics et les services ferroviaires dans toute la Grèce.

*En Indonésie les travailleurs ont exprimé leur colère face à une nouvelle loi qui viole leurs droits et nuit à leur bien-être.

*À Séoul, la capitale sud-coréenne, des milliers de manifestants ont crié des slogans contre les politiques anti-ouvrières menées par le gouvernement conservateur dirigé par le président Yoon Suk Yeol. Des rassemblements similaires ont eu lieu dans plus de dix endroits en Corée du Sud.

*Au Japon, plus de dix mille personnes se sont rassemblées au parc Yoyogi, dans le centre de Tokyo pour réclamer des augmentations de salaire

*Dans la capitale philippine, Manille, des centaines de travailleurs ont défilé et organisé un rassemblement pour réclamer des augmentations de salaire et la sécurité de l'emploi dans un contexte de flambée des prix des denrées alimentaires et du pétrole : « *Nous travaillons pour vivre, pas pour mourir* » et « *Baissez les prix, augmentez les salaires* ».

*En Russie, près de 100.000 personnes ont participé à Moscou à une grande parade organisée sur la Place Rouge.

*En Pologne, un cortège de quelques centaines de manifestants a défilé à Varsovie.

*A Madrid, plusieurs milliers de personnes, ont défilé « *Contre la pauvreté salariale et sociale, du travail et des droits* ».

*En Italie, une manifestation unitaire des trois principaux syndicats (CGIL, CISL et UIL) s'est déroulée à Gênes (nord-ouest) en présence d'environ 5.000 personnes.

Le patronat cherche par tous les moyens à désamorcer une colère qui ne cesse de monter

A l'approche des JO, les cheminots ont arraché, sous la menace d'une grève des contrôleurs, un accord sur les fins de carrière. Une concession certes limitée mais qui illustre la fébrilité de la SNCF et du

gouvernement. Dans le cadre de la bataille contre la retraite à 64 ans, les négociations interprofessionnelles ont rapidement été orientées vers la reconnaissance de la pénibilité pour tenter de faire passer la pilule. Globalement il s'agit de permettre une cessation progressive de l'activité sur une période allant de 18 à 36 mois (le maximum uniquement pour les contrôleurs) et qui serait payée à temps complet sur les périodes travaillées (75% sur les périodes non travaillées, la moitié du temps) et surtout de continuer à cotiser pour sa retraite comme à temps plein. On est donc loin des mensonges médiatiques annonçant 3 ans payés à ne rien faire !

L'accord ne va concerner qu'une infinité de personnes au sein de l'entreprise. Cet accord ne représente que quelques miettes arrachées au patronat au regard de toutes les attaques concernant les critères de pénibilité d'une part et l'allongement du travail avant le départ à la retraite d'autre part.

Cette concession de la SNCF pourrait coûter plusieurs « dizaines de millions d'euros » mais constitue une goutte d'eau au regard des 1,3 milliard d'euros de bénéfices effectués en 2023 sur le dos des cheminots et des usagers. La SNCF compte bien s'y retrouver sur le long terme en recrutant pour remplacer les agents utilisant ce dispositif car cela va mécaniquement accélérer la mise à mort progressive du statut et économiser en masse salariale sur le long terme.

La SNCF s'évite une nouvelle grève des contrôleurs, après celle de février et tente de préserver la « paix sociale » loin d'être acquise ! Un préavis de grève a été posé pour le 21 mai!

Les différentes grèves ces derniers temps mettent des coups de pression au patronat. La question de la pénibilité est loin d'être le seul sujet qui préoccupe [les secteurs du monde du travail](#). Les salaires, les conditions de travail font partie des principales préoccupations, l'emploi, le mépris pour les travailleurs dans les entreprises et les attaques contre le droit de grève et d'une répression qui s'aggrave: le climat social est loin de s'apaiser et l'accord sur la pénibilité à la SNCF montre qu'il existe des brèches pour arracher des victoires.

Salaires, réforme de l'assurance chômage, augmentation du chômage

Les contrats d'apprentissage est une politique généreuse d'aides aux entreprises qui représente aussi un coût pour les finances publiques de 20 milliards d'euros par an avec des effets d'aubaine pour les entreprises, il n'y a jamais eu autant d'apprentis de niveau bac+3, bac+4 ou bac+5 !

*des emplois aidés de 400.000 en 2017 les contrats d'apprentissage ont dépassé le million en 2024.

*La France encourage largement « l'ubérisation » du marché du travail en soutenant le développement du travail indépendant. Entre 2016 et 2021, le nombre d'immatriculations d'entreprises individuelles sous le régime du microentrepreneur a connu une hausse fulgurante ([+ 19 % en moyenne par an](#)).

*2,1 millions de travailleurs sont pauvres d'après l'Insee.

*1,3 million d'individus sont en situation de sous-emploi, un temps partiel subis ou un chômage partiel.

*2 millions de personnes sont sans emploi et gravitent dans les zones floues autour du chômage.

Les mesures prises récemment ne présagent pas d'amélioration de la situation.

L'augmentation de l'âge de départ en retraite va aussi provoquer une hausse de la part des seniors en invalidité ou de ceux « *ni au chômage, ni en emploi* » soit les plus précaires et le nombre de seniors au chômage va augmenter. La nouvelle réforme de l'assurance chômage de Gabriel Attal va réduire la durée d'indemnité, aggravera également la situation d'autant que le nombre de défaillances d'entreprises augmente (plus de 60 000 en mars 2024 d'après Altarès), laissant craindre un « *mur des faillites* », provoquant des suppressions de postes.

Faire front face à l'offensive répressive

Ne laissons pas passer une seule attaque et opposons nous aux intimidations du gouvernement par un rapport de force et de classe. Exigeons haut et fort la relaxe de tous les réprimés au soutien de la Palestine et l'amnistie des nombreux condamnés depuis octobre. L'offensive contre des responsables politiques et syndicaux n'est que la partie émergée d'une offensive plus large face à laquelle il faut faire front.

Il faut en finir avec « *l'apologie du terrorisme* » qui instaure un véritable délit d'opinion, en commençant par exiger l'abrogation de la loi Cazeneuve de 2014 ministre de l'intérieur (PS) et de M. Manuel VALLS (PS) alors Premier ministre sous Hollande.

Ces dernières semaines, de plus en plus de militantes et de militants solidaires de la cause palestinienne ont été attaqués pour « *apologie du terrorisme* ». C'est l'ensemble du mouvement qui est attaqué.

Contre le génocide à Gaza et contre la répression des soutiens de la Palestine, nous devons être des centaines de milliers à manifester !

Après ce 1^{er} mai combatif contre la guerre, l'austérité et l'autoritarisme : l'heure est à la riposte !

Contre l'ensemble de la politique répressive du gouvernement, de la mise au pas de la jeunesse et du monde

du travail, en portant des revendications qui concernent l'ensemble du monde du travail, pour une retraite à 60 ans pour toutes et tous, 55 ans pour l'ensemble de métiers pénibles, pour l'indexation des salaires sur l'inflation et des augmentations immédiates pour tous.

Depuis septembre, les directions syndicales ont déserté la rue au profit du *dialogue social*. Les personnels de l'éducation du 93 par leurs actions montrent le chemin de la mobilisation et de la lutte qui ne laisse pas le champ libre au gouvernement pour dicter ses mesures et son agenda et à l'extrême-droite pour se présenter comme un « *vote utile* » pour dégager Macron.

Pour construire un front contre la répression des soutiens de la Palestine à Gaza et le massacre en cours, mais aussi pour la construction d'une riposte d'ensemble face aux tendances à la guerre, à l'autoritarisme et aux offensives anti-sociales, comme le RSA conditionné, attaques contre l'assurance-chômage, loi immigration, le retour de l'austérité...

Si nous sommes d'accord que c'est le système capitaliste lui-même qui est cause de tous les malheurs des travailleurs, de la jeunesse et du peuple, alors, il faut s'en débarrasser et le remplacer par une société sans exploitation du travail salarié, une société de coopération et de paix de ceux qui produisent les richesses c'est à dire les travailleurs: une société socialiste.

Pour cela, il faut s'unir et agir pour conquérir le pouvoir économique et politique de la Nation et diriger le pays dans le sens des intérêts particuliers et collectifs de travailleurs.

Avec notre liste du parti Révolutionnaire Communistes de 81 candidats conduite par Olivier Terrien, aide-soignant au CHU de Nantes et Martine Moreau, employée, nous sommes engagés dans la bataille politique sur toutes ces questions.

Cela ne se fera pas seul, il faut des luttes sociales et politiques, il faut un parti révolutionnaire et une organisation syndicale de classe qui les organisent.

Le renforcement du parti Révolutionnaire Communistes par votre adhésion est le plus sûr moyen d'avancer.